

**Pour la construction d'un rapport social
sur le Québec**

**Simon Langlois
Département de sociologie
Université Laval**

Octobre 1999

Rapport soumis à l'Institut de la statistique du Québec.

Table des matières

Introduction

1. Le mandat de consultation

2. Indicateurs sociaux, portrait social et rapport social

Introduction

Indicateurs sociaux

Portrait social et rapport social

La mesure du bien-être et des conditions de vie

 Niveau de vie (Level of living)

 Qualité de la vie (Quality of Life)

 Conditions de vie (Living conditions)

 Standard de vie (Living Standards)

Indicateurs objectifs et subjectifs

3. Exemples de rapports sociaux et de portraits sociaux.

Introduction

Rapports internationaux

Rapport social sur l'Union européenne : le projet Euroreporting

Rapports nationaux

 Allemagne

 Scandinavie (Danemark, Suède, Islande, Finlande, Norvège)

 Hollande

 France

Que retenir ?

4. Portrait social du Québec

Introduction

Trois problèmes

La comparaison

Rapport social d'ensemble et rapports sociaux sur des clientèles et des sous groupes

Les domaines à couvrir dans le portrait social

domaines couverts dans Portrait social 1992

domaines proposés pour le rapport social en préparation

domaines couverts dans les publications de l'ISQ

Domaines non couverts et suggestions

5. Une enquête sur La qualité de vie, les conditions de vie et les aspirations des ménages.

Introduction

Une proposition: l'enquête sur la qualité de vie, les conditions de vie et les aspirations

Exemples d'enquêtes sur les conditions de vie et de bien-être

General Welfare Survey 1998 (Allemagne)

Euromodule : Objective Living Conditions, Subjective Well-being, Quality of Society

British Social Attitudes (Grande Bretagne)

L'Enquête aspirations du Credoc (France)

L'Enquête Tremblay-Fortin (Québec, 1959)

Références

Annexes

Introduction

S'il existe dans toutes les sociétés développées un bon système de documentation sur les questions économiques et démographiques, il en va différemment dans la sphère sociale au sens large. L'information sur l'économie est systématique, les données économiques disponibles sont récentes et il existe des indices synthétiques d'ensemble. Ce n'est pas le cas pour les données sur les aspects sociaux ou sur la culture, qui sont moins développées (à noter cependant que les données sont maintenant plus abondantes qu'il y a dix ou vingt ans et que de nombreux progrès ont été accomplis). La publication des données sociales au sens large souffre souvent de retards et celles-ci sont fréquemment dispersées. Des domaines entiers de la vie sociale et culturelle ne sont pas couverts de façon systématique. Enfin, il est parfois difficile d'effectuer des comparaisons dans le temps ou entre sociétés car les données ne sont pas standardisées, ce qui est moins le cas encore une fois pour les données économiques.

Les informations sur la santé sont maintenant beaucoup mieux systématisées et la connaissance chiffrée de ce domaine important a fait des progrès considérables depuis un quart de siècle. On connaît non seulement la distribution des maladies et les causes de décès, mais aussi les comportements des individus et leurs représentations sociales par le biais de grandes enquêtes sur la santé comme l'Enquête Santé Québec. Encore là, bien des besoins d'information subsistent, mais il faut prendre bonne note des progrès accomplis. Par une sorte de paradoxe de Tocqueville bien connu (voir plus loin), nous avons observé maintes fois que les usagers des données en santé en viennent à être plus sensibles à ce qui manque dans l'appareil d'information statistique à mesure que le système de cueillette d'information fait des progrès.

L'information statistique sur les conditions de vie au sens large a aussi fait des progrès, mais si on compare ce domaine à celui de l'économie ou à celui de la santé, on note qu'il reste encore beaucoup à accomplir. Ces dernières années, plusieurs pays ont publié des portraits sociaux ou des rapports sociaux qui proposent des synthèses d'ensemble de leur société et de leur culture à partir de la documentation existante dont l'ampleur n'a cessé de croître au fil des ans. De tels rapports existent aussi au plan international, soit sur un ensemble de pays, soit sur des segments de société comme la condition féminine ou la santé des populations. La publication de rapports sociaux joue un rôle clé dans l'effort de systématisation et de standardisation qui a été entrepris depuis de nombreuses années en matière de données sociales, notamment en Europe. Des organismes internationaux tentent d'influencer la manière de recueillir les données afin de les rendre comparables, ce qui est aussi dans l'intérêt des pays participants qui peuvent ainsi mieux évaluer leur propre performance. Nous y reviendrons plus loin.

La préparation d'un rapport ou d'un portrait social pose non seulement le problème de l'accès aux données, mais encore de façon plus marquée la question de la problématique qui est derrière le choix des indicateurs. Ultimement, le rapport social vise à caractériser le développement social d'une société à un moment donné de son histoire, d'où la difficulté de le construire car outre les données à recueillir il faut aussi définir le cadre théorique dans lequel elles doivent s'inscrire. L'exemple allemand est instructif à cet égard. Les spécialistes de ce pays ont non seulement établi une liste détaillée d'indicateurs à suivre, mais ils ont aussi construit une problématique afin de déterminer le pourquoi ou la pertinence de ces derniers.

Il faut donc souligner le grand intérêt d'une réflexion sur la publication d'un rapport social sur le Québec, qui devrait être considéré croyons-nous comme un projet prioritaire par l'Institut québécois de la statistique. Nous proposons dans les pages qui suivent des pistes pour alimenter la réflexion sur la construction d'un tel rapport social pour le Québec.

Nous ferons d'abord un bref tour d'horizon des exemples de rapports sociaux publiés dans un certain nombre de pays et sur le plan international. Nous identifierons ensuite les éléments qui devraient être pris en compte dans la construction d'un éventuel rapport social sur le Québec et la

disponibilité des données, notamment afin d'identifier les informations chiffrées standardisées qu'il serait important de recueillir. Nous formulerons enfin quelques propositions à la suite de notre examen.

1. Le mandat de consultation

Le mandat de recherche comprenait trois objectifs :

- Effectuer une analyse comparative du contenu et des caractéristiques des enquêtes à la base des systèmes d'indicateurs sociaux et des rapports sociaux dans les pays les plus avancés à cet égard ;
- Revue des enquêtes et sondages pertinents au cours des cinq dernières années au Québec et dégager les dimensions couvertes et non couvertes en matière de conditions de vie (aspects subjectifs et objectifs) ;
- Dégager des pistes de réflexion et des hypothèses en vue de combler les lacunes identifiées.

Le rapport abordera les diverses composantes du mandat dans les sections qui suivent. Certains éléments se retrouveront dans plusieurs sections et dans les annexes.

2. Indicateurs sociaux, portrait social et rapport social.

Nous proposons ici de rappeler brièvement comment se distinguent les indicateurs sociaux, le portrait social et le rapport social. Il existe maintenant d'excellentes revues de la littérature sur les indicateurs sociaux, aussi nous contenterons-nous de rappeler la définition qui paraît faire consensus. Nous insisterons plus longuement sur la distinction qu'il semble nécessaire de faire entre portrait social et rapport social, avant de rappeler les orientations dans lesquelles s'inscrit la mesure du bien-être.

2.1 Indicateurs sociaux.

Les indicateurs sociaux sont nés de la volonté de mesurer l'atteinte de certains objectifs sociaux et de faire le point sur la situation de certains aspects de la société jugés importants au gré de la conjoncture (la condition féminine, les régions, etc.). En 1966, Bauer définissait ainsi les indicateurs sociaux :

« Statistics, statistical series, and all other forms of evidence that enable us to assess where we stand and are going with respect to our values and goals »
(Bauer 1966)

Mancur Olson ajoutait en 1969 qu'un bon indicateur devait permettre de porter un jugement sur un segment de la société. Pour lui, l'indicateur social était d'abord une mesure de bien-être, pouvant être interprétée comme un changement dans une direction, donc susceptible de montrer si les individus amélioraient ou non leur situation dans le temps. Cette idée d'évaluer l'atteinte de buts socialement valorisés est présente dans toutes les définitions proposées des indicateurs sociaux. Rappelons celle des Nations Unies (1994) :

« Social indicators can be defined as statistics that usefully reflect important social conditions and that facilitate the process of assessing those conditions and their evolution. Social indicators are used to identify social problems that require action, to develop priorities and goals for action and spending, and to assess the effectiveness of programmes and policies ».

Dans ses travaux, Heinz Herbert Noll distingue en résumé deux grandes orientations des indicateurs sociaux :

- *monitoring* du changement social ;
- mesure du bien-être et des conditions de vie.

2.2 Portrait social et rapport social

Le portrait social d'une société donne une vue d'ensemble des dimensions et segments qui la constituent. Ce portrait peut être un système assez intégré et cohérent d'indicateurs ou encore un ensemble de coups de sondes sur certains aspects seulement. Le BSQ a déjà publié en 1992 un portrait social qui portait sur huit dimensions. L'Annuaire du Québec ou L'Annuaire du Canada peuvent fort bien être considérés comme des portraits sociaux, tout comme Données sociales en France, L'état de la France ou L'état du monde publiés par La Découverte (Paris).

Le rapport social est un peu différent du portrait social, bien que la frontière entre les deux soit pour le moment assez mince et plutôt théorique. Idéalement, un rapport social est avant tout un ensemble d'indicateurs objectifs et subjectifs sur une population à un moment donné, qui dégage des évolutions récentes et surtout, qui évalue l'atteinte d'objectifs sociaux. L'inégalité est-elle à la baisse ? Le niveau d'éducation moyen de la population est-il en hausse ? La pauvreté baisse-t-elle ? Qu'en est-il de l'épargne en vue de la retraite ? Comment se fait l'intégration des immigrants ? Voilà autant de questions que l'on voudrait voir aborder dans un rapport social. Plus largement, le rapport social va s'interroger sur la cohésion sociale d'une société, sur l'intégration sociale ou sur le bon fonctionnement des institutions publiques, par exemple. Le rapport social se différencie du portrait social parce qu'il repose sur une construction théorique plus élaborée.

Dans les années à venir, les deux types de publications sont sans doute appelés à se distinguer, ce qui n'est pas encore vraiment le cas. À notre avis, rapport social et portrait social sont en ce moment quelque peu synonymes.

Noll et Zapf (1994) ont identifié quatre propriétés que les indicateurs apparaissant dans un rapport social devraient avoir idéalement :

- a) les données doivent décrire des individus ou des ménages et non des agrégats sociaux ;
- b) les indicateurs doivent porter sur des buts sociaux ou des valeurs ;
- c) les indicateurs doivent mesurer les *outputs* plutôt que les *inputs* des processus sociaux et des politiques ;
- d) les indicateurs doivent avoir une valeur normative qui permet d'interpréter un changement comme une progression ou une régression.

Noll (1999) définit ainsi un rapport social :

« The function of social reporting is to describe and to analyze the state and changes of a population's living conditions and life quality with and adequate empirical data base in the sense of regular and comprehensive monitoring » (Noll).

Vogel (1990) pour sa part insiste sur le fait que le rapport social joue un rôle dans les débats politiques en permettant de le faire porter sur l'atteinte d'objectifs partagés. Pour lui, le rapport social nourrit le débat démocratique dans toute société qui s'interroge sur ses finalités.

« Social reporting (...) belongs to the democratic infrastructure and has a special political function. To put it simply, social reporting places welfare issues on the political agenda. It supplies material to the public debate, influencing the media and indirectly the administration » (Vogel).

On le voit, il y a dans toutes ces définitions la référence claire à une évaluation scientifique de questions qui font souvent l'objet de débats publics : pauvreté, pauvreté des enfants, accès aux soins de santé, réussite scolaire, qualité de l'environnement, sécurité publique, violence conjugale, et ainsi de suite. Il est de plus en plus acquis – en Europe en particulier – que l'État doit documenter le mieux possible ces questions sociales et les conditions de vie tout comme il documente les facettes de la vie économique, y compris les situations difficiles (pauvreté, chômage, inégalités régionales, etc.). Depuis quelques années, Statistique Canada a mis sur pied plusieurs recherches et enquêtes sur certains de ces aspects sociaux et culturels -- l'Enquête

sociale générale, l'Enquête par panel SLID, par exemple --, mais la liste des domaines non encore couverts est vaste.

Ne pourrait-on pas utiliser ces enquêtes de Statistique Canada comme source de données sur le Québec ? Oui bien sûr, mais plusieurs d'entre elles ont des échantillons de taille trop faible pour permettre des analyses multivariées vraiment efficaces. Une solution à ce problème serait que l'Institut de la statistique du Québec s'associe à l'organisme fédéral en assumant le coût supplémentaire occasionné par une hausse du nombre d'entrevues dans un certains nombre d'enquêtes (les enquêtes GSS, par exemple) afin de constituer une banque de données spécifiques sur le Québec.

2.3 La mesure du bien-être et des conditions de vie.

La notion de bien-être est au cœur de l'entreprise de rédaction d'un rapport social. Cette référence au bien-être différencie le rapport social ou le portrait social d'un côté et le simple annuaire ou la collection d'indicateurs et de tendances statistiques, de l'autre. La question centrale se pose donc : que faut-il entendre par bien-être ?

Le Portrait social du Québec publié en 1992 posait déjà bien le problème en introduction. « La principale lacune [des indicateurs économiques], lorsqu'on analyse les phénomènes sociaux, tient à ce qu'ils n'informent pas sur le bien-être des individus » (p. 21). Le bien-être comprend non seulement la satisfaction des besoins matériels des individus et des familles, mais aussi la satisfaction de besoins immatériels (bonheur, aspirations pour soi et ses enfants, etc.), la liberté sous toutes ses formes sans oublier la représentation subjective du niveau de vie. Le bien-être est relatif à une époque, il dépend des normes sociales qui ont cours dans une société donnée et il varie au cours du cycle de vie des individus. Enfin, le bien-être est défini objectivement mais aussi subjectivement, un aspect sur lequel nous reviendrons plus loin.

Un document produit par l'équipe de Santé-Québec souligne avec raison que le mot bien-être a au Québec une connotation *welfare* bien plus que *well being*. Cela tient sans doute au fait

que le système de sécurité du revenu (l'aide de dernier recours) est identifié par la population comme étant le dispensateur de « *chèques de bien-être* ». Ce dit-on pas aussi d'une personne qui reçoit cette aide de dernier recours « qu'elle est sur le bien-être » ou plus familièrement encore « qu'elle est sur le BS » ?

La notion de bien-être a un sens plus restrictif dans le domaine de la santé où le concept est aussi largement employé. Cette fois il s'agit d'une notion qui vient en complément à la santé proprement dite, d'où l'expression « santé-bien-être » qui forme presque un seul mot. Ce n'est pas le lieu ici d'entrer en détail dans ces distinctions sémantiques, aussi nous contenterons nous de noter cette parenté ou ce complément entre santé et bien-être.

La notion de bien-être a en sociologie ou en sciences sociales un sens beaucoup plus large. Dans les rapports ou portraits sociaux publiés dans différents pays, le bien-être caractérise en fait les conditions de vie au sens large, tant objectives que subjectives.

Il existe plusieurs perspectives pour décrire le bien-être dans une société. Ces perspectives ont été maintes fois dégagées dans diverses revues de la littérature sur les indicateurs sociaux. L'une des plus récentes -- rédigée par deux auteurs allemands, Berger-Schmitt et Jankowitsch (1999) -- propose de les regrouper en quatre groupes, dont nous rappellerons schématiquement quelques caractéristiques.

a) Niveau de vie (*Level of living*).

La perspective niveau de vie met l'accent sur les ressources disponibles des ménages (revenus, pauvreté, inégalités, etc.). La référence aux ressources des individus et des ménages donne une cohérence théorique aux rapports qui sont rédigés. On retrouve cette perspective surtout dans les premiers travaux effectués dans les pays scandinaves. Le rapport de J. Vogel (1991) donne un bon exemple de cette perspective : Social Report for The Nordic Countries. Living Conditions and Inequality in the Late 1980s.

b) Qualité de la vie.

L'évaluation subjective de la vie en société (satisfaction, sentiment de privation, évaluation du bien-être, etc.) au moyen d'enquêtes ad hoc est venue rapidement compléter l'analyse du niveau de vie faite avec des indicateurs objectifs. C'est avec ce type de mesures qu'on a pu vraiment parler de rapports sociaux. La qualité de la vie telle que perçue par la population constitue en fait le cœur de la mesure du bien-être (*well being*) dans les entreprises de construction de rapports sociaux dans la plupart des pays, qui ont par ailleurs mis de l'avant des enquêtes spécifiques sur ces aspects. Le Datenreport publié en Allemagne et le Social and Cultural Report (Hollande) sont des exemples qui illustrent cette approche.

c) Conditions de vie (*Living conditions*).

Les rapports sur les conditions de vie consistent à *décrire* différents domaines de la vie en société : population, éducation, emploi et chômage, revenus, habitation, budget des ménages, etc. La perspective est descriptive et il n'y a pas nécessairement d'orientation conceptuelle bien précise permettant de donner une certaine unité à l'entreprise, contrairement à l'approche par niveau de vie qui privilégie les ressources. Données sociales et France, Portrait social en France en sont des exemples.

d) Standards de vie (*Living standards*).

La perspective qui privilégie l'analyse des standards de vie a été surtout développée par les pays en transition (pays de l'Est, pays en voie de développement) qui s'interrogent sur le processus de leur développement vers l'acquisition des éléments de bien-être et de confort présents des pays plus avancés, pays qui servent en quelque sorte de normes de référence. Les rapports sociaux disponibles sur la Hongrie, la Bulgarie ou la Pologne en sont des exemples.

2.4 Indicateurs objectifs et subjectifs.

On s'entend maintenant pour évaluer le bien-être ou les conditions de vie à partir d'indicateurs objectifs et subjectifs.

Perceptions subjectives et conditions objectives n'évoluent pas nécessairement de pair comme l'a observé Alexis de Tocqueville au siècle dernier. Rappelons le paradoxe qui porte son nom. Tocqueville avait observé que, lorsque les inégalités diminuent, les individus paraissent davantage insatisfaits, parce qu'ils deviennent plus sensibles aux inégalités qui persistent. Plus près de nous, Easterlin a aussi observé que si le taux de satisfaction des individus augmente en fonction du revenu sur le plan transversal, le taux moyen de satisfaction dans une société n'augmente pas parallèlement à la hausse de la richesse collective sur une longue période. C'est ce qu'on a appelé le paradoxe de Easterlin.

L'exemple de la violence conjugale (et plus particulièrement la violence des hommes envers les femmes et les enfants dans les ménages) mérite d'être cité. Il est difficile de dire si ce type de violence est plus prononcé aujourd'hui qu'il y a une génération, en l'absence d'informations standardisées fiables. Mais une chose est certaine : les individus sont maintenant davantage sensibilisés à ce phénomène; la violence conjugale n'est plus considérée comme une affaire privée et elle est moins tolérée dans la société et dans les institutions (police, cours de justice, écoles, etc.). Il se peut même que la violence conjugale ait diminué dans le temps, mais les individus sont sans doute plus sensibles à la violence qui persiste, d'où une plus grande préoccupation pour ce problème (c'est le paradoxe de Tocqueville). À cela s'ajoute le fait que la définition même du phénomène à l'étude change dans le temps. Par exemple, la notion même de violence conjugale n'est plus la même aujourd'hui, par comparaison à ce qu'elle pouvait être il y a trente ans.

On pourrait faire une analyse semblable de la pauvreté. L'analyse des indicateurs de pauvreté et d'inégalités -- Gini index, SFR, MFR, IMPR notamment -- montre une relative

stabilité depuis environ quinze ans. Or le discours sur la pauvreté donne à penser que le phénomène s'est largement aggravé. La pauvreté est plus difficilement tolérable dans une société plus riche, dans une société plus médiatisée, dans un monde où les clientèles de toutes sortes ont maintenant leurs porte-parole qui posent publiquement les problèmes sociaux comme objets de revendications.

Ces quelques exemples appuient la nécessité de considérer l'évaluation que font les individus de leur situation parallèlement à la mesure des aspects objectifs. Les indicateurs subjectifs sont basés sur le postulat que la seule prise en compte des aspects objectifs ne suffit pas à évaluer l'atteinte des buts sociaux partagés dans une société, mais qu'il faut aussi prendre en compte la façon dont les individus perçoivent et vivent ces situations. Le *théorème de Thomas* doit ici être rappelé : « quand les gens perçoivent une situation comme réelle, elle est réelle dans ses conséquences ». Cela signifie que les individus se comportent en fonction de leur estimation de la situation à un moment donné. Or les aspects subjectifs – nous le verrons – sont beaucoup moins bien documentés au Canada et au Québec que dans les autres sociétés comparables.

Pour fixer les idées, mentionnons quelques uns des aspects subjectifs qui sont le plus souvent mesurés:

- le sentiment de privation ;
- les objets de préoccupations ;
- l'évaluation globale du bien-être ;
- la satisfaction (vis-à-vis la vie en général ou la satisfaction portant sur des aspects particuliers) ;
- la représentation sociale des classes sociales et des inégalités ;
- les aspirations des individus ;
- l'identité sociale ;
- l'optimisme/pessimisme vis-à-vis l'avenir ;
- les attitudes sociales ;
- la représentation de l'environnement physique et social.

Cette fois encore, il ne s'agit pas de dresser un catalogue d'aspects à mesurer. La liste de ces indicateurs s'inscrit plutôt dans un travail de construction théorique. Seule l'élaboration d'une problématique permet de justifier le choix des indicateurs à retenir et des aspects à observer. Pour fixer les idées, signalons quelques pistes de réflexions :

- intégration sociale (connaissance des langues officielles, etc.) ;
- participation sociale (bénévolat, associations volontaires, etc.) ;
- exclusion (analphabétisme, pauvreté, etc.) ;
- cohésion sociale.
- identité (sentiment d'appartenance à la collectivité, patriotisme, etc. En Europe, on s'interroge sur l'identité européenne ou l'adhésion aux institutions européennes, par exemple).
- culture civique (voir les travaux en cours à Statistique Canada par Paul Reed).

Ce n'est pas le lieu ici de proposer une orientation théorique, opération qui exigera un travail de réflexion considérable. Plusieurs avancées sont observables en ce moment dans les travaux spécialisés auxquels nous ferons allusion plus loin. C'est sur ce plan d'une définition de problématiques qu'il reste le plus de travaux à faire et le chantier est ici largement ouvert en vue d'arriver à construire un véritable rapport social.

3. Exemples de rapports et de portraits sociaux : orientations et contenu

Rappelons brièvement les orientations qui sont derrière la rédaction de quelques portraits ou rapports caractérisant d'autres sociétés ou encore les orientations de publications de publications semblables réalisées par des organismes internationaux.

3.1 Rapports internationaux

Plusieurs organismes internationaux publient des rapports sociaux ou des rapports statistiques qui s'en approchent. L'étude de Berger-Schmitt et Jankowitsch (1999) en fait une présentation détaillée et nous reproduisons à la page suivante le tableau qui donne la description des thèmes abordés dans ces travaux. Parmi les organismes qui les produisent mentionnons les suivants : Nations Unies, le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), la Banque mondiale, l'OCDE, Eurostat, l'Union européenne (voir annexe).

Le plus connu de ces rapports au Québec et au Canada est sans doute celui du PNUD qui se présente sous la forme d'un ensemble d'indicateurs caractérisant le développement social et qui propose aussi un index synthétique souvent cité au Canada puisque ce dernier s'y trouve classé au premier rang des pays développés. Les indicateurs sont très agrégés (le PIB et l'espérance de vie par ex.) et mais plusieurs d'entre eux ne sont pas bien adaptés à la situation des pays développés (on insiste par exemple sur le taux d'alphabétisation, mesure plus pertinente pour les pays en voie de développement, mais moins dans les grands pays développés, même si l'analphabétisme peut aussi y être un problème). Le rapport comprend des données sur de nombreux aspects proprement sociaux qui entrent habituellement dans l'univers d'un rapport social.

Eurostat produit aussi un portrait social qui en est à sa troisième édition. La table des matières de la troisième édition apparaît en annexe. La formule a changé d'une publication à l'autre et il est difficile de voir quel modèle l'organisme entend proposer.

Le Groupe *Comparative Charting of Social Change* a entrepris à la fin des années 1980 de décrire le changement social dans les pays développés à partir de la notion de tendances, définie comme la plus petite unité d'observation susceptible de caractériser empiriquement les changements sociaux en cours dans une société. La tendance est un diagnostic posé sur une évolution d'un segment de société. Elle s'appuie le plus souvent sur des séries statistiques, mais aussi sur des observations qualitatives ou même des études de cas (l'évolution de la parentèle, par exemple). Le groupe a identifié 75 domaines qui sont décrits en termes de tendances, plus trois qui caractérisent l'arrière plan et le contexte dans lequel elles s'inscrivent. Le Groupe propose en fait un cadre commun pour documenter les changements sociaux en cours dans les sociétés développées. (Pour plus d'information sur le groupe CCSC, voir le site internet www.zuma-mannheim.de/extern/ccsc/related.html ; le groupe CCSC publie aussi ses travaux dans la collection *Comparative Charting of Social Change*, McGill-Queen's University Press).

3.2 Rapport social sur l'Union européenne : le projet Euroreporting

Nous considérerons un peu à part le projet européen de construction d'un système d'indicateurs sociaux sur l'état de l'Union européenne, le projet Euroreporting qui est coordonné par Heinz Herbert Noll du ZUMA, Mannheim. Le projet vise à développer un système européen d'indicateurs sociaux (le système EUSI) qui va caractériser l'état de l'Union à partir d'une information standardisée sur chacun des 13 pays membre et participant à l'entreprise. Le projet vise en outre à rendre accessibles les microdonnées des enquêtes nationales d'où seront tirées certaines données qui vont alimenter la construction d'indicateurs sociaux européens.

L'équipe de recherche qui élabore en ce moment le système d'indicateurs européens EUSI se propose de construire un cadre théorique d'où émanera le choix des indicateurs à construire. On veut que les indicateurs soient fondés théoriquement et méthodologiquement afin de caractériser l'état de bien-être et les changements structurels en Europe. Le groupe entend développer des indicateurs sur les aspects strictement européens, tels que l'identité européenne, les inégalités entre membres de l'Union européenne, les conflits et la cohésion sociale en Europe.

Le groupe de travail se propose aussi de couvrir des dimensions nouvelles du changement social et du bien-être telles que le développement durable et l'exclusion sociale. Enfin, le groupe de travail entend standardiser les mesures existantes développées dans chaque pays. On le voit, l'effort de construction d'un système d'indicateurs sociaux sur l'Union européenne implique un travail à la fois théorique et méthodologique.

Sur le plan théorique, le projet européen entend fonder le choix des indicateurs. Comment définir la qualité de la vie ? Quelles dimensions retenir pour mesurer le bien-être ? Comment distinguer niveau de vie et conditions de vie ?

Le volet méthodologique se propose par ailleurs d'aborder les questions relatives à la sûreté et à la validité des mesures retenues, problèmes considérables puisque treize traditions nationales de recueil de données sont en jeu ici. Le chômage est-il défini de manière comparable d'un pays à l'autre ? Comment mesurer la pauvreté afin d'avoir des données comparables ? Les problèmes à résoudre, on le voit, sont considérables.

La liste provisoire des domaines à couvrir ou les paramètres de base du système européen pour lequel il faudra développer des indicateurs sont les suivants :

population

- ménages et familles
- femmes et inégalités de genre
- personnes âgées
- enfance et jeunes
- migration et étrangers

éducation

loisirs culture et communication

participation et intégration sociale

- emploi et conditions de travail
- revenu et consommation
- pauvreté

santé

- sécurité sociale
- sécurité et crimes

habitation

transport

environnement

valeurs et attitudes

inégalités sociales

exclusion

«sustainability».

Le groupe européen planifie de recueillir des données subjectives par le biais d'une enquête sur les conditions de vie spécialement menée à cette fin (le projet Euromodule décrit plus loin, qui s'inspire d'un modèle allemand déjà rodé) et aussi exploiter des données objectives existantes.

3.3 Rapports nationaux

Pour fixer les idées, nous présentons brièvement quel est le contenu des rapports sociaux publiés en Allemagne, en Scandinavie, en Hollande et en France.

a) Allemagne

Nous accorderons une attention particulière à l'Allemagne, qui est sans doute le pays le plus avancé dans le domaine du monitoring des tendances et des indicateurs sociaux. Alors que plusieurs pays ont abandonné un temps l'ambitieux programme d'élaboration d'indicateurs mis de l'avant dans les années 1960, les Allemands ont continué à travailler à développer cette approche et ils ont réussi à implanter un système d'observation du changement social par le biais d'indicateurs bien développés.

Le système DISI.

Dans les années 1970, les chercheurs allemands ont développé le SPES-Projekt – Sociopolitical Decision and Indicator System – qui a donné lieu à la publication d'un ouvrage sous la direction de W. Zapf, Living Conditions in the Federal Republic of Germany (1977). Le programme DISI élaboré par le ZUMA à Mannheim a pris le relais en élargissant le champ couvert et en

développant de nouveaux indicateurs. Le DISI est un système interactif d'information sur le changement social, les conditions de vie et la qualité de la vie en Allemagne de l'Ouest d'abord, puis dans l'ensemble de l'Allemagne depuis la réunification en 1989. On trouvera plus d'information sur le site du ZUMA à Mannheim en Allemagne (www.zuma-mannheim.de).

Le programme d'observation porte sur treize aspects de la vie en société (13 domaines) qui peuvent aussi être l'objet d'une intervention publique. On le voit, dans l'approche allemande, il y a la préoccupation d'évaluer l'atteinte d'objectifs – l'objectif du bien-être social étant le plus général – et d'évaluer notamment la performance des interventions étatiques. Des critères théoriques et sociopolitiques président au choix des indicateurs.

Les thèmes sont les suivants :

1. population
2. statut socio-économique
 - identification de classe
 - strates sociales
3. vie active et travail
4. revenu et distribution du revenu
5. consommation de biens et services
6. transport
7. habitation
8. santé
9. éducation
10. participation
11. environnement
12. sécurité et criminalité
13. Loisir et consommation de médias.

Au total plus de 900 séries statistiques caractérisent ces 13 domaines. Le système complet d'indicateurs est disponible sur un site internet que les usagers peuvent interroger librement.

(www.zuma-mannhein.de). Chaque domaine comprend un certain nombre de dimensions, qui sont chacune mesurées avec plusieurs indicateurs objectifs et subjectifs.

Donnons un exemple pour fixer les idées : le domaine 3, Marché du travail et vie active (*The labour market and working life*). La liste complète apparaît sur le site internet du Zuma. On remarquera que les indicateurs subjectifs complètent les indicateurs objectifs.

Le tableau de la page suivante décrit la logique des dimensions et indicateurs retenus pour chacune d'entre elles, ici le marché du travail.

Page pour tableau du Zuma

b) Scandinavie

Cinq pays scandinaves (Islande, Norvège, Suède, Finlande et Danemark) se sont mis ensemble pour effectuer une enquête sur le bien-être dans leur pays respectif et pour produire un rapport social d'ensemble : Social Report for Nordic Countries (1991). Édité par J. Vogel. Le rapport privilégie la prise en compte des ressources matérielles (revenus, épargne, patrimoine) des ménages. Le rapport comprend 16 chapitres et il touche quatorze thèmes ou domaines :

Education

Emploi

Environnement du travail

Ressources économiques

Consommation

Biens durables

Logement

Environnement

Loisirs

Relations sociales

Aspects politiques

Sécurité

Santé

Inégalités dans les conditions de vie.

c) Hollande

The Social and Cultural Planning Office de Hollande publie chaque deux ans depuis 1974 un Rapport Social et Culturel. Ce rapport vise à faire le point sur le développement social et culturel aux Pays-Bas. Les principaux domaines couverts sont :

soins de santé et services sociaux ;

emploi

sécurité sociale

habitation

éducation

loisir, médias, culture

justice et criminalité.

Le rapport comprend aussi une section sur la culture dans laquelle on présente des données de sondages sur les valeurs des individus, leurs préoccupations, leurs aspirations, la perception des problèmes sociaux, l'intérêt pour la politique, la pratique religieuse, l'opinion sur des questions d'actualité (légalisation de la drogue, l'euthanasie, etc.). La liste des thèmes abordés comprend des domaines qui ne sont pas habituellement couverts dans les sondages officiels menés pour le compte de l'État et les domaines couverts en Hollande sont plus larges (et plus audacieux) que ceux qui apparaissent dans les enquêtes allemandes par exemple.

Certains États répugnent à interroger leurs citoyens sur la pratique religieuse (c'est le cas en France par exemple), ces informations étant considérées comme relevant du domaine privé. Et la plupart hésitent encore plus à interroger leurs citoyens sur des questions chaudes ou d'une actualité trop brûlante. Cependant, on s'interroge officiellement en Europe sur l'identité européenne ; que penserait-on au Canada d'une série de questions posées par Statistique Canada sur l'identité canadienne dans une enquête officielle ? Il s'agit là pourtant d'une information qui serait utile pour alimenter les débats publics.

L'ouvrage sur la Hollande propose, dans une dernière partie, des articles sur des problèmes sociaux ou des questions d'actualité : la distribution du revenu, la participation sociale, l'égalité entre les générations, l'administration de la sécurité sociale, etc. Ces articles traitent plus en profondeur certaines questions particulières en croisant diverses données.

d) France.

L'INSEE publie deux documents qui peuvent être considérés comme des portraits sociaux : Données sociales, depuis 1973 (rapport publié aux trois ans depuis 1978), et France. Portrait social, depuis 1997.

France. Portrait social

Il s'agit d'un document qui vise le grand public cultivé. L'ouvrage comprend 30 fiches thématiques et des dossiers sur divers sujets (courtes analyses thématiques sur des questions comme l'évolution du chômage, le taux d'activité des jeunes, l'évolution de la natalité, les dépenses de santé, etc.).

Voici la liste des thèmes (voir annexe) :

- environnement macro-économique
- population active
 - emploi
 - chômage
 - politique de l'emploi
- éducation
 - populations scolaire
 - réussite scolaire
 - dépenses
- conditions de travail
 - salaires, secteurs public et privé
 - durée
 - conflits
- impôts et transferts
- consommation

égalité entre hommes et femmes
 culture
 sécurité justice
 relations sociales
 logement
 démographie
 immigration
 santé
 de la population
 dépenses publiques
 protection sociale
 opinions des Français
 comparaisons internationales.

L'édition de l'année 1999-2000 vient de paraître au moment d'écrire ces lignes (Voir la table des matières en annexe).

Données sociales 1999.

La publication en titre est connue. Données sociales 1999 est en fait plus proche d'un rapport social, car on y retrouve un grand nombre d'analyses de problèmes sociaux et de questions débattues dans la société française depuis l'immigration jusqu'au temps de travail.

Données sociales est constituée de courts textes sur différents aspects de la vie en société. Nous donnons en annexe la table des matières de deux volumes : celui de 1993 et celui de 1999, le plus récent. On remarquera que l'ouvrage aborde, sur le plan de l'analyse documentaire et de l'analyse statistique, des situations sociales jugées problématiques au moment de la publication. C'est le cas en 1999 comme le montrent les articles : « Vieillir en France quand on est immigré », évaluation des connaissances, le chômage des cadres, la réduction du temps de travail, inégalités entre générations, pauvreté, personnes sans domicile, etc. La table des matières de la dernière édition de Données sociales comprend ainsi un nombre fort élevé d'articles qui examinent des situations jugées critiques ou problématiques du point de vue du fonctionnement de la société à la fin des années 1990.

Les analyses français cherchent à documenter l'état de la situation (et non pas à la dénoncer comme c'est le cas dans un essai critique) et ils sont signés par l'auteur (plusieurs provenant de l'extérieur de l'organisme statistique INSEE) y compris par ceux qui oeuvrent à

l'institut de la statistique. On le voit, ce document propose une évaluation scientifique de questions débattues dans la société, ce qui en fait bien un rapport social. Il manque cependant à cette publication une perspective systématique : pourquoi telle question est-elle abordée une année donnée et non pas une autre ? Ceci dit, de par sa taille impressionnante -- plus de 60 dossiers sur plus de 500 pages -- ce document propose un bon tour d'horizon de la plupart des grandes questions de l'heure dans la société française aux trois ans.

L'enquête aspirations conditions de vie (Credoc)

Le Credoc est une entreprise de recherche qui a un statut un peu particulier en France. Organisme autonome qui relève du Commissariat au Plan, le Credoc finance une bonne partie de ses travaux de recherche sur les conditions de vie et la consommation à partir de contrats passés auprès des ministères, des organismes publics mais aussi des organismes privés. Le Credoc effectuait des travaux sur la santé dans les années 1970, mais il a depuis abandonné ce domaine pour se concentrer sur les conditions de vie et la consommation. L'organisme mène chaque année une grande enquête sur les aspirations de la population française en deux vagues (printemps et automne) dans laquelle différents aspects des conditions de vie sont évalués à l'aide de questions qui reviennent d'un questionnaire à l'autre et à l'aide d'indicateurs plus ponctuels à la demande de clients particuliers (sur l'environnement, l'aide de l'État aux familles ou le chômage, par exemple).

Le CREDOC ne publie pas de portrait social annuel, mais plutôt des rapports de recherche qui font le point sur l'évolution des conditions de vie, des représentations sociales et des aspirations, sans oublier la consommation de ménages. Pour cette raison, nous incluons cet organisme dans la liste de ceux qui doivent être pris en considération dans un tel examen.

3.4 Que retenir ?

Retenons un certain nombre d'enseignements de cet examen rapide :

- le domaine couvert par les portraits sociaux dans la majorité des pays s'élargit d'une publication à l'autre au fil des ans. Cela vient sans doute au fait que le système d'observation statistique est de mieux en mieux développé ;
- les aspects subjectifs – représentations sociales, attitudes, opinions – sont de plus en plus systématiquement intégrés dans les publications de ce genre. On le voit nettement dans le cas allemand, mais aussi dans les publications hollandaises et françaises, et dans les publications à l'échelle européenne ;
- les portraits sociaux comportent habituellement trois parties :
 - (1) une description chiffrée et scientifique des domaines visés (population, habitation, travail, conditions de vie, ressources, loisirs, éducation, milieux de vie, environnement, etc.) ;
 - (2) des dossiers d'analyses par des experts sur des questions sociales et les conditions de vie qui mettent en relation diverses données (voir l'exemple de Données sociales pour la France, le Social and Cultural Report pour la Hollande, ou le Datenreport allemand ; la publication Tendances sociales canadiennes de Statistique Canada constitue aussi un bel exemple de tels dossiers, sans oublier les articles publiés dans Statistiques en bref de l'ISQ) ;
 - (3) un sommaire des principales tendances chiffrées ou un tableau synthèse des indicateurs (voir par exemple les dernières pages du Portrait social du Québec, ou encore Données sociales 1999, ou encore Tendances sociales canadiennes) ;

Nous avons là des pistes pour orienter la préparation d'un nouveau portrait social pour le Québec.

4. Portrait social du Québec

Le Bureau de la Statistique du Québec a publié en 1992 Portrait social du Québec publication qui se comparait avantageusement à ce qui se faisait ailleurs au début des années 1990. (La présentation matérielle du texte laissait cependant à désirer). Ce portrait peut très bien servir de point de départ pour la préparation d'une nouvelle publication du même genre.

4.1 Pistes de réflexion

Abordons d'abord une question préalable. Doit-on parler de portrait social ou de rapport social ? La distinction entre les deux concepts n'est pas encore bien claire, comme on l'a vu à l'examen des réalisations des autres pays. Rapports et portraits sont encore employés indifféremment dans la plupart des cas, pour la bonne raison que la problématique d'évaluation d'objectifs sociaux au moyen d'un système d'indicateurs bien intégrés – ce qui va constituer la base d'un véritable rapport social – n'est pas encore vraiment au point, n'est pas encore objet d'un consensus dans la communauté scientifique internationale. Rapports et portraits seraient donc pour le moment plutôt synonymes, à notre avis. Ce sera de moins en moins le cas dans les années à venir à mesure que la méthodologie et la théorie sur lesquelles s'appuie la confection des rapports sociaux se préciseront. L'exemple allemand offre sur ce plan un modèle intéressant.

Ce n'est pas à nous de fixer les grandes orientations de ce portrait social. Nous proposons plutôt quelques pistes pour alimenter la réflexion dans le contexte d'une démarche plus large visant à mieux documenter le développement social du Québec au moyen d'un indicateur synthétique et d'un «rapport social» dont la confection est souhaitée en divers milieux. On me permettra d'avancer trois idées :

- La liste des domaines couverts dans le premier portrait social devrait être élargie afin de couvrir des éléments qu'on retrouve dans les publications de l'ISQ publiées ultérieurement au Portrait social. L'information qu'on y retrouve viendra enrichir le portrait. Il serait aussi

avantageux de se référer aussi aux publications semblables faites dans d'autres pays ; les exemples cités plus haut peuvent guider les choix à faire ;

- Il paraît important d'intégrer des données sur les représentations sociales des individus lorsqu'elles sont disponibles dans les différents chapitres ;
- Si jamais, pour une raison ou pour une autre, il n'était pas possible de bien intégrer des informations sur les représentations sociales dans les différents chapitres, ne serait-il pas opportun de prévoir un chapitre portant sur l'évaluation subjective de la qualité de la vie (entendue au sens large) dans le portrait social ? Un tel chapitre ajouterait une dimension nouvelle qui est déjà couverte par d'autres publications du même genre dans le monde.

4.2 Trois problèmes.

La confection d'un portrait social dans le but d'évaluer l'état du développement social d'une société pose plusieurs problèmes. Nous en abordons brièvement trois.

a) La comparaison.

Il faut à notre avis considérer dès le départ la possibilité de faire des comparaisons entre sociétés dans la planification d'un rapport social. La pertinence des comparaisons internationales n'est plus à démontrer. Durkheim en faisait une règle de méthode dans ses analyses sociologiques. La comparaison permet en effet d'interpréter des données caractérisant une société en les mettant en perspective. Les sociétés ne se développent pas dans un univers relativement isolé, mais elles sont de plus en plus ouvertes les unes aux autres. La comparaison fait ressortir les avantages et inconvénients de certains choix de sociétés qui sont effectués dans un contexte national.

Le Portrait social du Québec proposait avec raison des comparaisons avec l'Ontario et le Canada. L'Ontario est parfois présenté comme une référence normative, surtout dans les études économiques, sinon comme un modèle à imiter. À cause de cela, certains sont hésitants à choisir l'Ontario comme point de comparaison dans les études de tendances. Nous croyons au contraire

qu'il faut maintenir ce choix pour plusieurs raisons. Il est d'abord pertinent de se comparer aux voisins immédiats, comme le font systématiquement les pays européens. (L'Ontario et le Québec, rappelons-le, sont en fait l'équivalent de deux pays de taille moyenne). Les deux provinces ont maintenant des politiques différentes dans bien des domaines et il paraît en conséquence pertinent d'en voir les effets dans les ménages. Ensuite, la source de données est fréquemment commune (Statistique Canada, par ex.) ce qui facilite le travail de comparaison, souvent rendu difficile en Europe à cause de différences dans le processus de cueillette de données. La comparaison avec l'Ontario devrait donc être prioritaire dans ce portrait social.

Mais surtout, il y aurait avantage à planifier dès le départ la liste des domaines à couvrir et la liste des indicateurs retenus en prenant comme référence ce qui se fait à l'étranger. La publication de 1992 s'est inspirée des travaux de l'OCDE menés dans les années 1980. Comme on le verra en consultant les annexes et les travaux cités dans le présent rapport, il y a maintenant de nombreux portraits et rapports sociaux qui ont été publiés dans le monde industrialisé sur des sociétés comparables à la société québécoise. Il serait opportun de planifier une certaine comparaison avec les autres sociétés, bien que nous soyons conscient des difficultés que cela pose. Nous croyons que le projet européen décrit plus haut pourrait servir de référence et nous suggérons que l'on essaie de couvrir systématiquement les domaines qui seront retenus dans le prochain rapport sur l'Union européenne.

b) Rapport social d'ensemble et rapports sociaux sur des clientèles ou des sous-groupes.

Faut-il couvrir systématiquement tous les sous-groupes comme les jeunes, les femmes, les autochtones, les personnes âgées, etc. ? Cette question est de première importance, car certains lecteurs qui consulteront le rapport social auront tendance à y rechercher de l'information plus proche de leurs préoccupations. Les personnes préoccupées par la situation des jeunes y chercheront de l'information sur les jeunes, ceux qu'intéresse la condition féminine voudront y trouver une ventilation des données selon les sexes, et ainsi de suite.

Disons tout de suite qu'un portrait social porte d'abord sur l'ensemble de la société considérée comme un tout, comme une unité normative, comme une unité de référence que l'on veut connaître. Quelle est la proportion des familles qui sont pauvres ? Où en est la scolarisation des citoyens ? Quelle est le niveau de la pratique religieuse ? Telles sont les questions qui sont abordées dans un tel document. Par définition, un portrait social adopte une approche globalisante qui donne une référence de base, qui dégage la toile de fond sur laquelle prend place l'ensemble des changements particuliers qui marquent l'un ou l'autre des groupes ou segments d'une société. Il existe déjà des portraits sociaux sur bien des sous-groupes : les femmes, les jeunes, les personnes âgées, etc., documents qui répondent aux attentes spécifiques des groupements pour qui ils sont produits. Le portrait social sera plutôt un document qui tissera la toile de fond des changements en cours dans une société, y compris ceux qui affectent les sous groupes ou les clientèles mentionnées plus haut qui seraient portés à revendiquer la ventilation systématique des données en fonction de leurs intérêts propres.

Nous concluons de cette argumentation qu'il n'est pas nécessaire de toujours systématiquement présenter les données en distinguant des sous-groupes ou des catégories de personnes. Il s'agit ici de trouver un équilibre, en essayant aussi d'inventer de formules nouvelles, comme par exemple de mettre sur internet des tableaux supplémentaires de données plus finement ventilées.

c) La question des régions.

La question des régions va aussi se poser. Doit-on systématiquement désagréger les données au niveau régional ? Il y a une demande à cet effet, comme on peut le constater dans les discussions qui entourent la proposition de préparer un indicateur synthétique de développement social. La réponse à apporter à cette revendication est la même que celle qui a été proposée plus haut. Le portrait social doit rester le portrait de l'ensemble de la société et il importe plutôt dans un premier temps faire état de la question des régions comme étant un domaine particulier à aborder parmi d'autres.

Ceci dit, rien n'empêche que, lorsque les données seront disponibles, elles soient mises sur un site internet pour consultation. La présentation des données par régions devrait se limiter à des domaines où cela est le plus pertinent : emploi, chômage, par exemple, afin de ne pas alourdir la publication. La possibilité de mettre davantage de données sur un site internet permettra de satisfaire deux attentes : celle d'une publication claire et synthétique et le besoin de données ventilées par régions.

L'Enquête Santé-Québec fournit des données sur une base régionale qui sont utiles aux intervenants et demandés par eux. La finalité du portrait social nous semble être différente, de même que celle de l'enquête conditions de vie et aspirations des ménages que nous proposons, qui devrait donc être moins coûteuse que celle de Santé Québec.

4.3 Les domaines à couvrir dans le portrait social

Quels domaines faut-il couvrir à court terme dans le Rapport social qui est planifié par l'ISQ ? Il faut d'abord bâtir sur les acquis du passé et partir de celui qui a été préparé en 1992. Mais il faudra aussi – croyons-nous – augmenter la liste des domaines à couvrir et aussi orienter un peu autrement le contenu. L'ISQ a déjà publié par ailleurs plusieurs rapports fort importants sur des domaines et des aspects qui pourraient apparaître dans le nouveau portrait social : Les hommes et les femmes (1994), Conditions de vie au Québec (1996) et D'une génération à l'autre vol. I (1997) et vol. II (1998). Plusieurs données contenues dans ces publications (données éventuellement mises à jour) viendront enrichir le portrait social planifié.

a) Domaines couverts en 1992

La première édition du portrait social du Québec décrivait huit domaines.

- Population
- Santé
- Éducation

- Emploi et conditions d'emploi
- Revenu, pauvreté, patrimoine
- Emploi du temps
- Sécurité des personnes
- Milieu de vie
 - logement
 - environnement

b) Domaines proposés pour le rapport social en préparation

À la lumière des expériences européennes, nous suggérons d'étendre le nombre de domaines à couvrir, et de retenir aussi un certain nombre d'indicateurs qui seront en principe comparables. Il serait par exemple opportun d'analyser des données provenant d'enquêtes internationales comme l'ISSP ou encore le *World Value Survey* (bien que l'échantillon québécois soit parfois un peu mince ; les données canadiennes et québécoises pourraient être présentées afin de contrer cette limite, dans certains cas). Les nouveaux domaines à couvrir sont soulignés.

- Population
- Santé
- Éducation
- Emploi et conditions d'emploi
- Revenus, épargne et patrimoine
- Emploi du temps et loisirs
- Sécurité
- Milieu de vie (logement, environnement, transports)
- Pauvreté et inégalités
- Consommation de biens et services
- Statut socio-économique
- Les langues
- Participation et intégration sociales

- Aspirations sociales et représentations des conditions de vie
- Attitudes sociales et valeurs.

Nous proposons de déplacer la pauvreté et de traiter de cette question avec les inégalités. Il est suggéré d'ajouter un chapitre sur la consommation des ménages. Il paraît aussi important de suivre l'évolution de la structure occupationnelle de la société québécoise. Ce point est généralement négligé alors qu'il est traité abondamment dans les portraits sociaux publiés en Europe. Vient ensuite l'analyse de la participation sociale, un thème qui est maintenant l'objet de biens des préoccupations dans la vie démocratique des sociétés, thème qui inclut aussi l'intégration de la société. Les deux derniers domaines touchent les représentations sociales. Le domaine *Aspirations sociales et représentations des conditions de vie* comprend les questions classiques posées dans les études sur l'évaluation subjective des conditions de vie dans les enquêtes de type *welfare survey* (sentiment de privation, satisfaction, objets de préoccupations, etc.) que nous avons présentées plus haut. Le dernier domaine est plus délicat, puisqu'il touche les valeurs et attitudes sociales des gens depuis la pratique religieuse jusqu'à la participation politique.

Un mot sur le dernier domaine proposé. Je ne sais pas si les mentalités sont mûres pour qu'un Institut de statistique s'interroge sur les valeurs des gens ou encore sur les grandes attitudes sociales. La connaissance de ces réalités est cependant importante dans une société qui doit débattre à tous les jours de questions qui touchent les choix de valeurs. Quel est l'opinion de la population sur l'État-providence, sur la place de l'État dans l'économie, sur la lutte à la pauvreté et la redistribution de la richesse collective ? Quelle est le niveau de pratique religieuse ? la population supporte-t-elle l'enseignement religieux dans les écoles ? Divers organismes statistiques de par le monde mesurent ces aspects. Les enquêtes britanniques vont assez loin dans l'étude de ces questions. Nous avançons l'hypothèse que le domaine des attitudes sociales et des valeurs soit abordés, mais à partir d'une information statistique sûre et valide, comme c'est le cas dans les enquêtes ISSP ou dans le *World Value Survey*.

c) Domaines couverts dans les publications de l'ISQ.

Plusieurs aspects mentionnés dans la liste proposée plus haut sont déjà bien couverts dans diverses publications de l'ISQ sur les conditions de vie. Trois d'entre elles pourront être mises à contribution (après avoir mis à jour les données s'il y a lieu) : Les hommes et les femmes (1994), Conditions de vie au Québec (1996) et D'une génération à l'autre vol. I (1997) et vol. II (1998).

Nous reproduisons dans le tableau de la page suivante la liste des indicateurs ou des données déjà analysées par l'Institut de la Statistique. (Le tableau a été construit par l'ISQ à la suite de discussions sur une version préliminaire du présent rapport). Ce sont en fait les représentations sociales qui paraissent moins bien documentées, sans doute parce que l'Institut ne s'est pas encore pleinement engagé dans ce type de travaux.

Ici page tableau ISQ

4.4 Domaines non couverts et suggestions.

La liste des indicateurs à couvrir est déjà bien fournie dans le Portrait social de 1992 et dans les autres publications de l'Institut. Il y aurait lieu de la compléter ici ou là, notamment en prenant appui sur les expériences étrangères. Il nous semble par ailleurs pertinent d'augmenter la présence d'indicateurs subjectifs afin de compléter le portrait en puisant dans les sondages et enquêtes diverses qui portent sur ces questions. Nous avançons quelques suggestions après un rapide tour d'horizon de certaines enquêtes en insistant sur les aspects non couverts.

a) Population et ménages

Analyser la désaffection vis-à-vis le mariage, l'une des grandes mutations culturelles du temps, sans oublier les naissances hors mariage.

Typologie des ménages et des familles (il est important de bien distinguer les ménages et les familles avec enfants et de séparer les familles sans enfant présent à la maison). Le couple sans enfant présent est un type de ménage en forte croissance.

b) Santé.

L'enquête santé est connue.

Inclure les indicateurs subjectifs sur l'état de santé et sur le bien-être qui ne sont pas présents dans le chapitre de 1992.

c) Éducation.

L'évolution de la diplomation universitaire n'est pas analysée dans le portrait de 1992.

Étudier le lien entre études et emploi avec les données des enquêtes Relance.

d) Emploi et conditions d'emplois.

Les indicateurs de l'emploi sont bien documentés.

Il semblerait nécessaire d'exploiter les données de l'enquête par panel SLID de Statistique Canada afin de faire ressortir les tendances sur le plan longitudinal ou diachronique.

e) Revenus, épargne et patrimoine.

L'enquête sur le patrimoine sera sans doute disponible durant la période de rédaction du rapport.

Une analyse rigoureuse de l'épargne s'impose dans un contexte de vieillissement de la population, donc d'un nombre grandissant de retraités. Analyser les aspects intergénérationnels.

Évaluation subjective de la situation financière et du revenu (sondage Angus Reid, voir annexe) ; voir aussi World Value Survey sur cette question.

f) Emploi du temps et loisirs.

Ajouter les données sur le travail domestique (données de recensement si disponibles à temps).

On peut voir cette question comme étant reliée à la gestion du temps.

g) Sécurité et criminalité

Données sur la criminalité. Enquête sur la victimisation de Statistique Canada.

h) Milieu de vie : logement, transports et environnement.

L'enquête ISSP 1993 a porté sur l'environnement.

Urbanisation et statistiques sur la répartition de la population en régions

i) Pauvreté et inégalités.

La mesure de la pauvreté est largement discutée en ce moment. Faire brièvement le point sur le sujet et présenter les mesures connues : SFR, MFR, le panier (Sarlo, etc.), l'indice IMPR. Le MFR se prête aux comparaisons internationales.

Pauvreté des ménages et des individus.

Inclure les statistiques sur l'aide de dernier recours : individus, ménages, etc.

Les diverses mesures de l'inégalité (la version de 1992 est pauvre sur ce plan. Les mesures sont connues : Gini, rapports inter-quartiles, (ventilés selon le revenu du marché, le revenu après transferts et le revenu disponible

Analyser la question de la polarisation (index de polarisation de Wolfson).

Attitudes et représentations de l'inégalité (enquête ISSP 1992, plusieurs indicateurs).

j) Consommation de biens et services.

Le budget moyen des ménages (si possible calculer les coefficient budgétaires sur micro données, car les moyennes sur données agrégées ne sont pas identiques aux moyennes sur données individuelles).

k) Les langues

Et la langue, demandera-t-on ? La question est importante au Québec, comme on le sait. Les données sur cette question sont maintenant plus nombreuses, notamment avec la publication d'un nouvel indice portant sur l'usage du français dans l'espace public construit à la demande du Conseil de la langue française.

Langue maternelle, langue d'usage à la maison, langues connues et bilinguisme, langue parlée dans l'espace public (indice du Conseil de la langue française), indice de continuité linguistique (transferts).

l) Statut socio-économique.

Distribution des individus selon une typologie des emplois (strates sociales, statuts sociaux).

Mobilité sociale (enquête GSS).

Le déclin de la classe moyenne (index de polarisation de Wolfson)

Stratification sociale subjective. On trouvera des données intéressantes sur cet aspects dans l'enquête ISSP à chaque vague, ce qui permet de construire une série statistique.

Indicateurs subjectifs de distance sociale (ISSP 1992)

m) Participation et intégration sociales.

Bénévolat (enquête GSS)

Culture civique (enquête de Statistique Canada (voir Paul Reed).

Questions sur l'entraide (GSS et World Value Survey)

Identité collective (enquête ISSP 1995 sur l'identité)

n) Aspirations sociales et représentations des conditions de vie.

Index de satisfaction vis-à-vis de la vie de l'Enquête GSS (donnée disponible à chaque vague)

Indicateur : améliorer ses conditions de vie (ISSP 1992)

N. B. Plusieurs questions dans l'Enquête ISSP 1992.

Index de satisfaction de Angus Reid (voir annexe)

Index d'optimisme (Hope index) de Angus Reid (voir annexe)

o) Attitudes sociales et valeurs.

Opinions et attitudes sur la famille (ISSP 1994)

Les rôles sexuels

Pratique religieuse (enquête ISSP, 1996 question 54)

D'autres sondages ISSP ont des questions sur le sujet de la religion

Rôle de l'État, intérêt en politique : ISSP 1996 (L'Enquête porte là dessus en entier)

Valeurs : *World Value Survey*

Les sources sont ici données à titre indicatif. Si ces domaines sont retenus, il serait possible de les explorer plus avant car les enquêtes sur ces questions sont assez nombreuses.

Quelles données sur les représentations sociales des conditions de vie sont disponibles ? Nous avons exploré un certain nombre de sources afin de répondre à cette question. L'information disponible est peu systématique, dispersée et les échantillons sont parfois minces pour en faire un usage scientifique. Aussi faut-il envisager, à notre avis, la création d'une enquête nouvelle portant spécifiquement sur cet aspect.

5. Une enquête sur La qualité de vie, les conditions de vie et les aspirations des ménages.

5.1 Une proposition

Dans la conclusion du Traité des problèmes sociaux dont nous avons coordonné la réalisation avec Fernand Dumont et Yves Martin, nous avons déploré le fait que le Québec ne dispose pas d'un bon système d'observations de données objectives mais surtout subjectives sur les conditions de vie et nous avons avancé la suggestion qu'on mette sur pied une enquête à cet effet menée à intervalles réguliers, un peu sur le modèle de l'Enquête Santé Québec qui apporte une information précieuse sur l'état de santé des Québécois. On retrouve dans l'enquête Santé-Québec des données sur certains aspects des conditions de vie des ménages, mais ces informations sont en fait considérées comme étant des déterminants de l'état de santé et elles ne sont pas analysées pour elles-mêmes. L'enquête Santé-Québec n'est pas une enquête sur les conditions de vie au sens où on l'entend habituellement, car elle ne comprend pas de questions du types de celles qui ont été évoquées dans les nombreux exemples cités plus haut.

Nous formulons la proposition que l'Institut de la Statistique du Québec mette sur pied une enquête Qualité de vie, conditions de vie et aspirations des ménages qui pourrait être tenue à tous les trois ans, afin de mesurer les comportements et les aspirations des ménages et des familles. En fait il s'agit de mesurer le bien-être au sens anglais de *well-being*, tel qu'il apparaît dans les enquêtes semblables qui sont maintenant menées dans plusieurs pays européens. Nous avons reproduit en annexe deux exemples de questionnaires qui illustrent les domaines qui peuvent être couverts par de pareilles enquêtes.

Une telle enquête sera un complément nécessaire à l'analyse des conditions de vie et des domaines qui sont visés dans l'élaboration d'un véritable rapport social dans les années à venir. Si on veut évaluer l'atteinte d'objectifs sociaux, il faudra prendre en compte aussi ce qu'en pensent les gens. L'appareil statistique mesure maintenant de plus en plus finement un grand

nombre de comportements et d'aspects de la société. Les dernières enquêtes par panel ont ajouté une dimension nouvelle à l'entreprise de construire un meilleur appareil statistique couvrant des aspects plus large de la vie collective. On se doit aussi de mieux connaître les aspects subjectifs entourant les conditions de vie des ménages.

On pourrait retrouver dans l'enquête qui est proposée une série d'indicateurs sur la représentation des conditions de vie au sens large et la qualité de la vie :

- satisfaction vis-à-vis différents domaines de la vie en société ;
- objets de préoccupations des ménages ;
- échelles et indices de privations ;
- représentation de l'environnement et du milieu de vie ;
- aspirations des ménages sur les principaux domaines de leur vie quotidienne ;
- visions de l'avenir (désir d'enfants, etc.) ;
- place du travail dans la vie quotidienne ;
- conciliation travail-famille (un aspect qui va devenir important dans l'avenir) ;
- perception des inégalités et des solutions à apporter ;
- attitudes sociales;
- indices de prudence.

La liste des items pourra d'allonger, car un travail d'exploration des besoins devra être fait auprès des usagers éventuels d'une telle enquête. On devrait aussi inclure dans cette enquête des indicateurs portant sur les différents domaines décrits dans le rapport social à partir d'indicateurs subjectifs (sur le logement, l'éducation, la justice, etc.). Les ministères intéressés pourraient être mis à contribution afin de financer l'enquête en question.

Les thèmes à couvrir devraient faire l'objet d'une étude assez systématique et il faudra expliciter le cadre théorique de cette enquête en s'inspirant des opérations semblables menés dans différents pays.

Nous excluons pour le moment de proposer d'inclure tout le domaine des valeurs. Une réflexion pourra être entreprise afin de voir s'il ne serait pas possible d'inclure certains indicateurs mesurant ces deux aspects, mais nous préférons pour le moment nous en tenir à la proposition d'une enquête permettant de mieux cerner les conditions de vie sur les plans objectifs et surtout subjectifs.

5.2 Exemples d'enquêtes sur les conditions de vie et le bien-être

Plusieurs pays effectuent des enquêtes sur les conditions de vie et le bien-être qui mesurent diverses dimensions qui sont privilégiées (ces dimensions varient d'un pays à l'autre). Ces enquêtes ont un double avantage : elles permettent de recueillir des informations sur les aspects subjectifs et objectifs des conditions de vie et elles rendent possibles des corrélations entre ces aspects.

Pour fixer les idées, nous présentons quelques exemples : allemand, européen, anglais et français. Nous ne résumerons pas le contenu détaillé de ces enquêtes, qui apparaîtra plutôt en annexe.

L'Enquête Wohlfahrts-survey- General welfare survey (Allemagne)

Les Allemands effectuent à intervalle régulier (aux 4 ans) une grande Enquête sur le bien-être (German Welfare Survey), la dernière en date ayant été effectuée en 1998. Le questionnaire est annexé. L'enquête porte sur la satisfaction vis-à-vis différents domaines de la vie (le travail, le loisir, le logement, le revenu, la protection de l'environnement, éducation, etc.), le sentiment de privation, la représentation subjective des classes, la représentation de l'inégalité.

Euromodule (Union Européenne)

L'enquête Euromodule est en préparation et elle se veut une sorte de réplique de l'enquête allemande sur le bien-être dont elle s'inspire fortement. Voir le projet de questionnaire en annexe.

British Household Panel Study (Angleterre)

L'Enquête britannique par panel est faite auprès des ménages et elle vise à décrire le changement social à l'échelle microsociologique. Huit dimensions sont abordées (voir annexe) :

- Income and wealth ;
- Labour market behaviour ;
- Consumption ;
- Households structures ;
- Residential mobility and neighbourhood ;
- Health and caring ;
- Socio-economic values.

Cette enquête va assez loin dans la recherche de données sur les valeurs et les opinions sociales des citoyens britanniques, qui sont sondés sur leur religion ou leurs opinions politiques par exemple. Le questionnaire comprend plus de 80 pages, et nous proposons en annexe quelques pages qui portent sur les opinions et les valeurs.

L'Enquête Aspirations du CREDOC (France)

L'enquête sur les aspirations du CREDOC porte sur l'évaluation subjective des conditions de vie et sur les attitudes sociales. Elle est faite deux fois par année depuis une vingtaine d'années. On y retrouve une série de questions portant sur les inégalités, les privations, l'évaluation subjective des conditions de vie, de logement, de travail, la satisfaction des individus, l'évaluation de l'environnement et de l'accès aux services gouvernementaux, etc. L'enquête comprend un noyau de base invariant, puis un ensemble de questions qui changent d'année en année.

L'Enquête Tremblay-Fortin (Québec 1959)

Bien que très ancienne, l'Enquête sur les comportements économiques de la famille salariée au Québec, menée par Gérald Fortin et Marc-Adélarde Tremblay en 1959 et publiée en 1964, reste un grand classique du genre. On y trouve une approche qui reste fort pertinente encore aujourd'hui pour mesurer les conditions de vie et surtout les aspects subjectifs (privations, aspirations, préoccupations, notamment). L'enquête offre un exemple qui a conservé une grande pertinence.

Références

Bauer, R. (ed.)

Social Indicators, Cambridge (Mass.), MIT press, 1966.

Berger-Schmitt, Regina et Beate Jankowitsch

Systems of Social Indicators and Social Reporting : The State of the Art, Mannheim, Zuma, 1999.

Bureau de la statistique du Québec [Institut de la Statistique du Québec]

Portrait social du Québec, Québec, Les publications du Québec, 1992.

Les hommes et les femmes, Québec, Les publications du Québec, (1994),

Conditions de vie au Québec, Québec, Les publications du Québec, (1996)

D'une génération à l'autre vol. I (1997) et vol. II (1998), Québec, Les publications du Québec.

Eurostat

Portrait social de l'Europe, Luxembourg, Eurostat, 1991.

Portrait social de l'Europe, Luxembourg, Eurostat, 1995.

Portrait social de l'Europe 1998, Luxembourg, Eurostat, 1998.

Flora, Peter, F. Kraus, H. H. Noll, F. Rothenbacher (eds)

Social Statistics and Social Reporting in and for Europe, Bonn, Informationszentrum Sozialwissenschaften, 1994.

INSEE

France, Portrait social 1999-2000, Paris, Insee, 1999.

Données sociales. La société française, Paris, Insee, 1999.

Ministère de la Santé et des Services Sociaux

Indicateurs sociosanitaires. Comparaisons internationales et évolution 1980-1994,
Québec, MSSS et Paris, SESI, sd.

Social and Cultural Planning Office

Social and Cultural Report, Rijswijk, Social and Cultural Planning.

United Nations Development Program

Human Development Report 1998, New York, Oxford University Press.

United Nations

Toward a System of Social and Demographic Statistics. Studies in Methods, series F 18,
New York, United nations publications, 1975.

Veenhoven, Ruth (ed)

How Harmful is Happiness ?, Rotterdam, Universitaire Pers Rotterdam, 1989.

Vogel, J.

Social Report for The Nordic Countries. Living Conditions and Inequality in the Late
1980s, Copenhagen, Nordisk Statistisk Skriftserie, 1991.

Zapf, Wolfgang

Living Conditions in the Federal Republic of Germany, 1977.

Annexes

Tableaux synthèse des types de rapports sociaux

Sources de données (indicateurs) et exemples de rapports sociaux, divers pays.

Perception de la santé

Portrait social 1999-2000 (France)

Portrait social de l'Europe 1998 (Eurostat)

German Welfare Survey (questionnaire)

Euromodule (questionnaire)

British Household Survey

Un exemple : Sondage Angus Reid

Tableaux synthèse des types de rapports sociaux

(Tiré de Berger-Schmitt, Regina et Beate Jankowitsch, Systems of Social Indicators and Social Reporting : The State of the Art, Mannheim, Zuma, 1999.

**Sources de données (indicateurs) et exemples de rapports sociaux,
divers pays.**

(Extrait du site internet ZUMA, Mannheim, Allemagne)

Perception de la santé

Tiré de

MSSS (Québec) et SESI (France), Indicateurs sociosanitaires.

Portrait social 1999-2000 (France)

Insee

Portrait social de l'Europe 1998

Eurostat

German Welfare Survey

(questionnaire)

Euromodule

(questionnaire)

British Household Panel Survey

(extrait du questionnaire)

Un exemple

Données de sondage disponibles sur les représentations sociales des conditions de vie.

Angus Reid Corporation.

Deux sondages récents sont disponibles. Le premier porte sur l'évaluation subjective du revenu

«Are your wages or salary that you earn, higher today, about the same, or lower today than it was 2 or 3 years ago ?»

«Is your disposable income, that is the amount of money you have left over after paying expenses, higher, today, about the same, or lower today than it was 2 or 3 years ago ?»

«Is your personal debt, such as credit card bills, bank loans or mortgage, higher today, about the same or lower today than it was 2 or 3 years ago ?»

«All things considered, is your current financial situation better, about the same, or worse than it was 2 or 3 years ago ?»

	salary		disposable income		financial situation		debt	
	Qué	Can	Qué	Can	Qué	Can	Qué	Can
higher/better	47	50	29	25	31	32	23	29
same	38	34	34	30	45	41	45	42
lower/worse	15	16	37	45	24	27	29	27
total %	100	100	100	100	100	100	100	100
n	258	978	400	1516	400	1516	400	1516

Source : Angus Reid, sept. 1999

Le second sondage contient des questions sur la représentation subjective des conditions de vie au moyen de quatre questions posées en 1997 et 1998 (1999 non encore disponible). L'échantillon du Québec est cependant assez faible (env 350)

a) Satisfaction vis-à-vis la vie en général

«On a scale of 1 to 7 where 1 means you are completely dissatisfied with the overall quality of life and 7 means you are completely satisfied with the overall quality of your life, how would you rate your satisfaction with your life ?»

Les résultats pour le Canada apparaissent dans le tableau de la page suivante.

b) Index d'optimisme (Hope index).

L'index d'optimisme est construit à partir de trois indicateurs

- «Over the next year,, do you think your personal economic situation will improve, remain the same, or get worse ?»
- «All things considered, do you think you will be letter off or worse off in the ten years than you are today»
- «And, all things considered, do you think your children will be better off or worse off than you ?

Voir les résultats dans le tableau de la page suivante.

**Index de satisfaction et d'optimisme de la firme Angus Reid,
Canada, 1997, 1998**

	satisfaction en général		hope index	
	1997	1998	1997	1998
Canada	50	47	42	45
Allemagne	44	50	15	18
France	26	34	14	17
